

L'expérience de la précarité juvénile dans les espaces intermédiaires

par Laurence Roulleau-Berger *

La crise de l'emploi et du travail salarié a fait naître une société duale. Aux analyses en termes d'exclusion, parfois porteuses de misérabilisme, il est proposé de substituer une approche des constructions identitaires. Hors des circuits officiels de la formation et de l'insertion, des jeunes produisent des compétences qui, dans certaines conditions, pourraient être transférées vers le marché officiel du travail. Une autre question est celle de la désirabilité d'un tel transfert, reconnaissance implicite de la légitimité de certains mondes et de l'illégitimité des autres.

En vingt ans, avec le déclin de l'emploi stable, le développement de la précarité et la persistance du chômage, les zones de vulnérabilité sociale n'ont cessé de s'agrandir. Dans ce contexte, les conditions et les modes d'accès des jeunes aux marchés du travail se sont considérablement transformés et complexifiés. Ces phénomènes fragilisent les identités sociales. Mais, en même temps, des espaces à la fois physiques, sociaux et symboliques se sont formés entre les marchés du travail : les « espaces intermédiaires » (Roulleau-Berger, 1991) où les identités individuelles et collectives de jeunes s'influencent mutuellement, peuvent se restaurer en produisant des compétences à partir de socialisations transitionnelles. Placer l'accent sur la construction des compétences individuelles et collectives dans les espaces intermédiaires permet d'échapper à une sociologie des catégorisations sociales pour voir, non pas des inclusions et des exclusions sociales, mais plutôt des

processus de construction identitaire actifs dans des modes de socialisation.

Toute la question posée est alors de tenter de comprendre comment on passe des espaces intermédiaires aux marchés du travail ou comment de la socialisation transitionnelle peut évoluer vers de la socialisation professionnelle. Mais il faut saisir en même temps comment les espaces intermédiaires peuvent aussi générer de la désaffiliation sociale (Castel, 1992, 1995)¹.

* Laurence Roulleau-Berger, sociologue, chargée de recherches au CNRS, Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (Aix-en-Provence), travaille sur le processus de socialisation des jeunes en situation précaire en milieu urbain. Elle vient de publier « Espaces intermédiaires et cohésions urbaines », in *Polarisation sociale des villes européennes*, Editions Economica, Paris, 1997.

¹ Cet article est construit sur la nécessité de synthétiser les résultats de plusieurs recherches que j'ai menées depuis 1985 sur la question de la construction sociale des espaces intermédiaires :

- « Jeunesses et microcultures au centre et à la périphérie de l'espace urbain », recherche menée pour le Plan Urbain de 1985 à 1988 dans le cadre de l'appel d'offres Cultures urbaines (Rapport Ariese-GRS, Université Lumière Lyon 2).
- « Jeunesse et cultures de l'aléatoire : de l'emploi précaire à la socialisation professionnelle » recherche menée de 1989 à 1991 pour la MIRE dans le cadre de l'appel d'offres Transferts sociaux et protection sociale (Rapport Glysi-Mrash).
- « Identités, expériences et compétences dans les espaces intermédiaires », recherche menée pour la Mission du patrimoine ethnologique, ministère de la Culture et de la Francophonie (1992-1995) dans le cadre de l'appel d'offres « Lien social dans les périphéries urbaines » (Rapport LEST-CNRS).
- Recherche en cours « Précarités, expériences et compétences de jeunes dans les espaces intermédiaires à Marseille », co-financée par le Plan urbain dans le cadre de l'appel d'offres Ville/Emploi (mai 1995), la Mission du patrimoine ethnologique dans le cadre de l'appel d'offres « Lien social dans les périphéries urbaines » (mai 1995) et le département SHS du CNRS sur l'appel d'offres « Exclusion et modes de participation collective » (juin 1995).

LA CONSTRUCTION SOCIALE DES ESPACES INTERMÉDIAIRES

Nous avons défini deux types d'espaces intermédiaires où les jeunes en situation précaire circulent : les espaces de création et les espaces de recomposition.

Les espaces de création sont des espaces physiques, sociaux et symboliques où se forment des cultures propres à des groupes de jeunes. Ils viennent s'inscrire dans des zones difficiles d'accès, loin du regard des acteurs publics et des acteurs des marchés du travail.

Les espaces de recomposition se construisent à partir d'une coopération négociée entre des jeunes qui adhèrent aux normes des politiques d'insertion et des professionnels de l'insertion qui agissent « au plus près » des jeunes.

Dans les espaces intermédiaires, la précarité signifie une succession de situations dont l'enchaînement peut apparaître fait « d'incohérence » dans les parcours. Mais surtout, quand on tente de construire des typologies de carrières au sens de Hughes (1958)² en rendant compte des différentes situations d'emploi précaire et des changements dans les orientations, les motivations et les désirs des individus, on se heurte à deux problèmes qui se situent à des niveaux différents :

- au niveau objectif, on voit en effet dans un même itinéraire se succéder mais aussi se superposer de manière non ordonnée des activités de travail intérimaire, des contrats emploi-solidarité, des activités associatives, du travail au noir, qui alternent avec des périodes de chômage et d'inactivité ;

- au niveau subjectif : être en situation précaire ne peut se réduire à l'idée de subir ou de revendiquer un état : on n'est jamais complètement passif ou résigné face à la précarité, on n'y est jamais complètement actif, inventif. Les jeunes en situation précaire éprouvent un sentiment d'ambivalence à l'égard de leur propre personne lié à une tension entre une diversité de *self* (Elster, 1985) qui se répartissent en identités objectives et en identités « pour soi »³.

² Nous rejoignons aussi C. Dubar (1992) sur ce point quand il construit la notion de formes identitaires comme produits d'une double transaction structurant la socialisation professionnelle des individus.

³ Nous retenons alors la proposition de Goffman (1975) à savoir : l'identité se décompose en plusieurs dimensions : les identités objectives (sociales et personnelles) et les identités « pour soi ». Les identités objectives articulent les identités sociales, liées à la façon dont les autres les définissent et formées d'attributs et les identités personnelles, faites d'éléments de différenciation en lien avec les trajectoires familiales, scolaires, sociales antérieures. Les identités pour soi correspondent au sentiment subjectif de la situation que l'individu acquiert au cours de ses diverses expériences.

En effet la vie des jeunes en situation précaire est d'abord faite de réajustements, de conflits identitaires. Donc quel que soit le degré d'élaboration de la typologie des itinéraires qu'on tente d'élaborer, elle permet difficilement de rendre compte de ces deux phénomènes.

La notion d'expérience sociale (Dubet, 1995) paraît alors pouvoir rendre compte du caractère protéiforme, fluctuant et pluridimensionnel des situations de précarité (Nicole-Drancourt, 1991). Elle s'inscrit pour nous dans une perspective constructiviste de la réalité sociale et permet d'échapper à des formes de misérabilisme ou de populisme (Nicole-Drancourt et Roulleau-Berger, 1995).

On pose alors comme hypothèse que, **dans les espaces intermédiaires, l'expérience de précarité s'organise autour d'une oscillation entre souffrance, adaptation et résistance qui produit des remaniements et des retournements identitaires.**

En effet les jeunes en situation précaire expriment des difficultés à « trouver leur place » sur un marché de l'emploi de moins en moins accessible, ils se présentent le plus souvent comme révoltés et désespérés. Mais, ces mêmes jeunes peuvent aussi développer des stratégies d'adaptation, travailler de manière active à la mise en œuvre de projets et faire preuve de capacité d'invention. Ils peuvent enfin développer des stratégies de résistance à la précarité en se débrouillant, en développant des liens d'entraide avec d'autres, en refusant un travail où ils apparaissent déqualifiés et où ils se sentent dévalorisés socialement.

Il faut alors préciser que selon les contextes, les lieux, les séquences de parcours et les situations, l'expérience de la précarité prend alors plutôt le sens de la souffrance, de l'adaptation ou de la résistance.

Mais si, dans l'expérience de précarité juvénile, les différents *self* tendent à être dissociés, si les identités objectives et les identités « pour soi » apparaissent plutôt en tension, elles peuvent aussi apparaître en harmonie sous l'action d'identités collectives de petits groupes de jeunes organisés en réseau avec ou sans le soutien d'acteurs publics (Roulleau-Berger, 1993).

LES COMPÉTENCES COLLECTIVES DANS LES ESPACES INTERMÉDIAIRES

Nous avons alors défini les espaces intermédiaires comme lieux où se redéfinissent des identités individuelles et des identités collectives de jeunes en situation

précaire à partir de socialisations transitionnelles qui produisent des **cultures de l'aléatoire** pouvant évoluer vers de l'intégration professionnelle ou de la désaffiliation sociale.

LA SOCIALISATION PAR LES PAIRS

Dans les situations de précarité s'agencent des éléments de socialisation familiale, scolaire et culturelle qui donnent lieu à de la **socialisation transitionnelle**. La socialisation transitionnelle produit des cultures qui accumulent des écarts plus ou moins importants selon les cas avec des logiques institutionnelles et les logiques du marché du travail : **les cultures de l'aléatoire**, fondées avant tout sur la gestion de l'urgence et de l'incertitude et le « droit à l'hésitation », c'est-à-dire le droit à refuser un emploi « disqualifiant » (Rouilleau-Berger, 1995). Des petits groupes de jeunes s'associent autour de projets pour agir ensemble, ils organisent et vivent des expériences collectives là où est souvent attendue de la passivité. Ils définissent des territoires d'action où s'échangent des informations pour trouver du travail. Les jeunes n'ont pas d'activité salariée régulière et continue mais sont rarement sans activité. On voit ici se superposer du travail intérimaire, des statuts intermédiaires, des activités associatives, du travail au noir...

Si les cultures de l'aléatoire sont lovées dans les interstices des structures sociales, de la vie des institutions

et des marchés du travail, elles travaillent de manière discrète la sphère du salariat. En effet, d'une part, l'économie des réseaux de sociabilités dans lesquels se développent les cultures de l'aléatoire peut s'appuyer sur des réseaux institutionnels ou des réseaux économiques « officiels. » Par exemple, l'économie associative des espaces intermédiaires s'organise avec des statuts de travail précaire, intérimaire, intermittent, des formes de production publiques et privées, marchandes et non-marchandes qui touchent et alimentent la sphère du salariat. D'autre part, l'évolution des cultures de l'aléatoire peut donner lieu à de la « petite production » avec la création de petites entreprises. Les activités produites dans les espaces intermédiaires glissent alors dans la sphère du travail salarié.

En laissant apparaître des réseaux d'échanges économiques et symboliques sur des zones de précarité, les cultures de l'aléatoire produisent alors des compétences collectives. Autour des projets, les groupes construisent une micro-organisation du travail qui implique la définition de cadres d'action et de territoires, l'énonciation de règles de vie collective, la distribution de rôles précis. Les compétences collectives se construisent et se redéfinissent en permanence dans des situations de travail variées.

Elles peuvent participer alors activement à la structuration des identités individuelles et réciproquement.

Territoire et identité pour soi

« Et là tout ce qui est ici, je l'ai vu arriver et j'ai aidé à la mise en place donc je suis vraiment chez moi quoi. Et je dis toujours « la famille », en parlant des gens de la friche ; en plus j'y ai habité pendant deux ans et demi. J'ai tous mes repères ici... On demande beaucoup aux gens, on est quand même dans une association et on n'est pas là à annoncer les salaires, les conditions de salaires, d'horaires, de ceci, de cela, on s'en fout un peu quoi, on ne travaille vraiment pas pour ça et puis il faut vraiment être investi et là c'est affectif ; ce n'est vraiment pas des histoires de frics ou de statuts qui nous poussent à travailler, ou, sinon, il y a vraiment de quoi décourager pas mal de gens. Il y a eu plein de gens ici qui ont bossé pendant des années avec des statuts précaires, des boulots à mi-temps et ils ne savaient pas s'ils allaient pouvoir travailler à plein temps, ou si, un jour, ils allaient pouvoir espérer être payés un

peu mieux. Je crois que tous les gens au sein de l'équipe voient un peu les choses de la même façon. Ce n'est pas toujours un bien que ce soit fondé sur l'affectif mais c'est vraiment assez fort. Je n'ai jamais retrouvé cela ailleurs, et pourtant j'ai un peu bossé dans d'autres endroits que la friche et je n'ai jamais vu ça quoi ; il y a des sympathies avec les gens avec qui on travaille et qu'on voit hors boulot, avec qui on discute. On se parle même beaucoup ici. Par exemple on tolère tout à fait que quelqu'un, un jour, ayant des choses hyper-importantes à faire et un emploi du temps surchargé, te parle de travers, va te demander quelque chose sans mettre la forme et parfois ça paraît bizarre ; mais je crois qu'on se pardonne ces petits moments de crises parce qu'on respecte avant tout le boulot de l'autre, et ça c'est une dimension que j'ai rarement vue dans les autres endroits où j'ai travaillé » (Stéphane, 27 ans).

Les identités collectives peuvent agir sur les engagements, les motivations des jeunes qui bénéficient au sein de leur groupe d'une reconnaissance sociale là où ils ne sont pas toujours reconnus. L'expérience de la précarité prend ici plutôt le plus souvent le sens de la résistance.

Apprendre à investir des rôles, à définir son territoire, à participer à la construction d'un projet, à prendre des décisions consolide généralement les identités individuelles. L'image positive qui est renvoyée aux individus par le groupe réagit sur la façon dont ils se perçoivent. Les identités collectives peuvent jouer un rôle « positif » dans la construction des identités individuelles en harmonisant les *self*, en favorisant le rapprochement des identités objectives et des identités pour soi.

LA COOPÉRATION NÉGOCIÉE AVEC DES ACTEURS PUBLICS

Les compétences collectives peuvent aussi résulter d'un travail de négociation entre des jeunes et des professionnels de l'insertion chargés de les aider à rendre « acceptables » leurs projets aux yeux des institutions. L'acceptabilité des projets se construit alors au cours de transactions où se négocient des normes intermédiaires entre celles des jeunes et celles des professionnels de l'insertion. Les transactions se fondent d'abord sur un engagement réciproque entre des jeunes et d'autres acteurs. L'expérience de la précarité prend ici le sens de l'adaptation.

Quand il y a reconnaissance mutuelle de l'expérience des uns et des autres, il peut y avoir échange de savoirs. Il y a production de compétences collectives quand les professionnels de l'insertion mobilisent leurs compétences dans l'intérêt réel des jeunes et quand ces derniers, de leur côté, font preuve de « bonne volonté » en acceptant les propositions qui leur sont faites. Les compétences collectives naissent du partage négocié entre les compétences des professionnels de l'insertion et celles des jeunes.

Mais on se trouve toujours sur des zones de grande incertitude. L'échange égalitaire qui se négocie entre des jeunes et des professionnels de l'insertion peut à tout moment devenir inégalitaire. Si de la défiance s'introduit dans les relations, le soupçon ou le malentendu font naître le conflit, du désaveu qui crée de la distance entre les acteurs en présence. Les acteurs s'attribuent respectivement de fausses intentions, les compétences en présence se brouillent et ne sont plus visibles. Le processus de construction des compétences

collectives est alors bloqué. Dans cette situation, l'espace de partage des savoirs disparaît (Roulleau-Berger, 1994).

Enfin, dans les espaces intermédiaires, il y a aussi des « ratés » qui font apparaître de manière violente les contraintes structurelles auxquelles les jeunes sont confrontés. Il y a des individus qui se sentent facilement « marginalisés » au sein des groupes et s'enferment progressivement dans une image négative d'eux-mêmes. L'expérience prend le sens de la souffrance quand une identité négative attribuée dans la famille d'origine, dans l'institution scolaire se trouve réactivée dans les situations de précarité et quand les jeunes ne disposent pas des ressources pour réagir. La tension entre les *self*, entre les identités objectives et les identités pour soi s'exacerbe et provoque ou accentue un écart d'identités qui peut se traduire par des souffrances psychologiques graves.

L'approche de l'expérience collective de la précarité dans les espaces intermédiaires rend compte de ce mouvement réciproque qui va de la désaffiliation à l'intégration. Elle montre que, dans la précarité, les jeunes vivent dans une sorte de captivité économique et sociale en même temps qu'ils développent des savoirs et des compétences.

LES SAVOIRS INDIVIDUELS DES JEUNES

Dans la diversité des itinéraires qui se développent selon les dynamiques propres aux espaces intermédiaires, si les jeunes sont, pour une part, déterminés par leurs trajectoires antérieures, on voit comment les compétences collectives activent des savoirs individuels : les savoirs sociaux, les compétences communicatives, et les savoirs expérientiels sur lesquels l'accent sera placé. Mais si les individus acquièrent des compétences diverses au cours d'un processus de socialisation, nous considérons qu'elles se renégocient sans cesse dans le cadre de situations d'interactions.

Les savoirs sociaux correspondent à la formation initiale, le niveau de diplôme, le capital social (Bourdieu, 1992). Le diplôme joue un rôle très important dans le sens où il devient d'abord une protection contre le chômage, ensuite un positionnement pour l'accès aux marchés internes et enfin le facteur-clé d'une carrière salariale (Verdier, 1995). On sait aussi que le niveau de formation des jeunes est de plus en plus élevé, l'accès au marché du travail est de plus en plus difficile pour ceux qui apparaissent « faiblement

diplômés » (Baudelot et Establet, 1988 ; Méron et Minni, 1995).

Les compétences communicatives renvoient aux capacités de coopération, de communication et de négociation au sein de groupes de jeunes, ou des groupes qui associent des jeunes et des acteurs publics ; elles s'appuient sur une capacité de contribution, de conception et de réalisation de projets collectifs qui mobilisent des jeunes. Elles jouent un rôle important dans le processus d'insertion professionnelle.

Enfin nous appelons **savoirs expérientiels** les savoirs liés à une capacité d'improvisation et de dépassement de soi en situation de précarité. Les savoirs expérientiels se construisent dans de la multiactivité qui se fonde sur de l'accumulation de petites expériences de travail précaire et l'acquisition d'une vision large de leur situation quand les jeunes ne « dévissent pas » (voir encadré).

Mais si les savoirs expérientiels peuvent prendre un rôle positif, ils peuvent aussi jouer un rôle négatif sous l'effet d'événements ou de situations particulières.

On peut alors s'interroger sur les facteurs qui créent des effets complètement inverses à partir de situations de précarité identiques. Les trajectoires professionnelles des parents semblent jouer ici un rôle décisif : le fait d'avoir un père chômeur, invalide, décédé apparaît par exemple comme un facteur de grande vulnérabilité sociale, le fait d'avoir des parents qui ont eu des trajectoires sociales ascendantes constitue une arme sociale. Plus que l'origine sociale, la pente de trajectoire du père ou/et de la mère semble jouer

un rôle important dans la façon dont les jeunes cumulent des expériences variées en situation de précarité.

Selon que l'expérience de la précarité prend le sens de la souffrance, de l'adaptation ou de la résistance, certains savoirs deviennent plus visibles que d'autres.

Quand l'expérience de la précarité prend le sens de la souffrance, les différents *self* apparaissent dissociés. Des tensions fortes existent entre la façon dont les jeunes se perçoivent et la façon dont ils se sentent perçus et/ou dont ils sont perçus ; ils perdent alors confiance en leur capacité d'action, de réflexion et de mobilisation. Ils ne parviennent pas à activer leurs savoirs, quelle que soit leur nature, dans les situations où ils sont sollicités, paralysés par la peur « d'échouer » encore une fois. Les savoirs individuels s'enfouissent.

Quand l'expérience de la précarité prend le sens de l'adaptation, les différents *self* apparaissent plus reliés entre eux. Les jeunes se sentent compris et reconnus par certains acteurs dans certaines situations, comme des professionnels de l'insertion par exemple, et ils le sont réellement ; certains savoirs individuels apparaissent alors activés au détriment d'autres. Les savoirs sociaux apparaissent par exemple en premier lieu mobilisés ici.

Quand l'expérience de la précarité prend le sens de la résistance, les différents *self* apparaissent également plus reliés entre eux. Les jeunes semblent très conscients de leur situation, l'inscrivent dans un contexte général de crise où ils se sentent exploités et militants d'une démocratie égalitaire où chacun

Savoirs expérientiels

« J'ai cherché une formation parce que, comme le dessin m'intéressait beaucoup, je ne pensais pas en faire mon métier mais j'avais envie d'apprendre autre chose que la maçonnerie, la soudure, des métiers assez durs. Je suis allé à la mission locale et j'ai demandé une formation, je suis arrivé avec mes dessins, j'ai dit que je voulais changer de domaine, ne pas faire de dessin mais plutôt de la sculpture. J'ai attendu six mois et on m'a proposé une formation dans le papier. Je n'ai pas voulu parce que je croyais que le travail du papier était une forme de sculpture trop rapide. Et puis j'ai été contacté par le directeur de Lieux Publics, il m'a aidé parce qu'il a

vu que j'avais envie d'apprendre et ce que j'apprenais, je le retenais bien. Il a voulu que je m'en sorte parce que, quand je suis arrivé à Lieux Publics, pour parler franchement, j'étais un peu perdu, c'est carrément un autre milieu, un milieu très sage et très intellectuel à la fois. Je suis arrivé, et le travail d'équipe m'a surpris, et à Lieux Publics j'ai surtout appris à travailler avec une équipe, j'ai surtout appris à travailler en équipe. Ensuite j'ai été assistant de mouleurs italiens, de très très bons mouleurs qui font ça depuis des générations dans leur famille, et ça m'a permis de continuer, j'ai beaucoup travaillé, j'ai été ensuite assistant de nombreuses personnes qui ont été satisfaites de mon travail » (Malik, 28 ans).

Compétences intégratives

« De 1985 à 1988, on est en association et en 1989 on structure ce que fait l'association dans le cadre d'une société. La première erreur qu'on a faite c'est qu'on a fonctionné avec des réflexes associatifs dans un cadre professionnel et économique, et la leçon que je tire, c'est qu'une logique d'entreprise n'est pas une logique d'association. Le passage de l'une à l'autre n'est pas uniquement un passage juridique, c'est un passage psychologique fondamental. D'ailleurs les gens dans la société n'ont pas tous pu ou voulu. Le principe de l'association, premièrement c'est déjà de se faire plaisir, deuxièmement c'est d'arriver à un objectif qu'on s'est fixé en faisant abstraction des moyens humains à mettre en place parce qu'on fonctionne sur le régime du bénévolat, on ne tient pas compte de la logique économique. Le premier bilan en un certain sens est dramatique, le fonctionnement associatif est un

énorme fonctionnement relationnel qui repose sur l'amitié, sur des relations affectives. Et le passage à des relations de travail est très très difficile quand on arrive au constat que, dans le groupe, les gens ne sont pas aptes, n'ont pas les compétences, les volontés ou l'énergie nécessaire. Le passé associatif engendre des dysfonctionnements et de la non-décision. Dans un cadre classique d'entreprise, si quelqu'un ne remplit pas sa tâche, si l'entreprise n'est pas rentable, on prend des décisions d'ordre économique, on change de poste, on réoriente, si la structure ne gagne pas assez d'argent, on licencie. En 1989, ACT a vécu au dessus de ses moyens sur le plan du personnel, on avait cinq temps plein et il a fallu passer à deux, il y a eu des crises internes, des gens sont partis d'eux-mêmes. Les gens n'étaient pas formés, ils n'avaient pas les compétences professionnelles à 100 %, ils les avaient à 60 ou 70 %. Les gens n'avaient pas l'habitude des règles de travail... » (Ahcène, 33 ans).

aurait droit au travail. Les images qui leur sont attribuées et celles qu'ils ont d'eux-mêmes s'harmonisent. Les savoirs expérimentiels semblent dynamiser les autres types de savoirs.

Mais on se trouve toujours dans de l'ambivalence identitaire : les jeunes vivent des moments d'activité intense suivis de « déprimés », puis reprennent le dessus ; des images positives de soi succèdent, voire se superposent à des images négatives. On oscille alors entre des moments où les jeunes tantôt mobilisent fortement leurs savoirs individuels, tantôt les activent faiblement. On se trouve au coeur de cette tension intégration/désaffiliation qui traverse la structure sociale.

DE LA SOCIALISATION TRANSITIONNELLE À LA SOCIALISATION PROFESSIONNELLE

Nous dirons qu'on passe d'une socialisation transitionnelle à une socialisation professionnelle quand se réalise un ajustement provisoire entre des occasions d'emploi sur le marché du travail et des expériences individuelles ou collectives. Cet ajustement est lié d'une part à l'évolution du marché du travail, à l'histoire du système éducatif, aux politiques d'insertion dans le secteur public et, d'autre part, aux ressources

individuelles et collectives des jeunes, à leurs représentations du travail et de l'emploi.

On peut commencer à parler de socialisation professionnelle quand les répertoires de rôles des jeunes se réduisent et s'ordonnent pour s'intégrer à l'inventaire des rôles disponibles sur les marchés du travail, quand les jeunes déplacent et décontextualisent les savoirs mobilisés et construits dans l'expérience de la précarité pour les recontextualiser et les faire valider sur les marchés du travail. Ce qui nous intéresse maintenant c'est de voir comment se fait ou non le transfert des compétences des espaces intermédiaires aux marchés du travail.

Quand les **compétences** sont transférées des espaces intermédiaires aux marchés du travail et qu'elles sont légitimées, on dira qu'elles sont **intégratives**, qu'on passe de la socialisation transitionnelle à la socialisation professionnelle (Rouleau-Berger, 1995).

Dans le passage des espaces intermédiaires aux marchés du travail le sens de l'engagement des jeunes dans l'activité change et se structure en fonction des rôles professionnels auxquels les jeunes accèdent. Les rôles développés dans les espaces intermédiaires évoluent plutôt vers des rôles « attendus » sur les marchés du travail. Les jeunes mettent en jeu, déplacent et décontextualisent les savoirs construits dans les

espaces intermédiaires pour les recontextualiser sur les marchés du travail. Mais bien sûr, pour qu'il y ait socialisation professionnelle, il faut que ces compétences soient légitimées sur le marché du travail, c'est-à-dire qu'elles soient « mises aux normes » et reconnues comme utiles socialement et économiquement. Ce procès de socialisation professionnelle n'est pas linéaire, jamais complètement stabilisé.

On peut voir par exemple les espaces intermédiaires évoluer d'une forme associative à une entreprise.

Quand le transfert des espaces intermédiaires aux marchés du travail est « réussi », on voit les jeunes s'intégrer à des milieux de travail, à des équipes, où ils doivent coopérer, prendre leur place au sein des groupes et la défendre.

Quand le transfert de compétences semble avoir réussi, les différents *self* des individus s'harmonisent, les identités « pour soi » et les identités objectives se rapprochent et produisent la construction d'une image positive de soi et de la reconnaissance sociale.

DES ESPACES INTERMÉDIAIRES À LA DÉSAFFILIATION SOCIALE

Mais, dans les espaces intermédiaires, plusieurs jeunes ont développé des expériences diverses « qui n'ont pas marché »⁴. Si les compétences acquises dans les espaces intermédiaires peuvent devenir **intégratives**, elles peuvent aussi évoluer en **compétences désintégratives**, dans le sens où elles ne permettent pas aux jeunes de trouver leur place sur le marché du travail. Progressivement les jeunes s'inscrivent alors dans un processus de désaffiliation sociale qui correspond le plus souvent à l'enchaînement de plusieurs expériences vécues sur un mode négatif.

Mais, plus généralement, de multiples expériences de travail précaire s'enchaînent sans que les jeunes puissent s'inscrire de manière un peu durable sur le marché de l'emploi. Les jeunes continuent d'accumuler des savoirs mais se découragent en même temps.

⁴ « La mobilité entre les emplois n'est pas forcément synonyme de promotion ou d'acquisition d'expérience et de connaissances additionnelles » (Werquin, 1996).

Compétences désintégratives

« Christine, 27 ans, titulaire d'un CAP de couture, a participé pendant trois ans à la création d'une association de stylisme à Vénissieux aux Minguettes ; elle a ensuite fait des vêtements chez elle pendant un an. Elle a trouvé un emploi d'ouvrière en sérigraphie pendant deux mois dans une petite entreprise de textiles ; elle a appris à faire des cadres en sérigraphie, ce travail lui a plu. Elle a enchaîné en intérim comme conditionneuse à la chaîne, "rien à voir avec ce que je faisais", dit-elle. Elle a ensuite continué à chercher du travail, les employeurs lui disaient "C'est bien, vous avez créé une association, vous savez créer quelque chose, monter quelque chose, vous connaissez les difficultés", ils paraissaient satisfaits, mais ils ne l'embauchaient que rarement sur des petits contrats. Christine a appris à vaincre sa timidité en travaillant dans un snack-bar dans une auberge de jeunesse, "ça a été une bonne expérience parce qu'on me reprochait souvent de ne pas être assez communicative. En 1990, j'ai encore été au chômage, j'en avais marre des SIVP, j'avais envie de faire de la restauration d'art, j'avais envoyé une lettre de candidature dans une entreprise en tapisserie d'art. Ils m'avaient contacté, ils m'ont reçue, le fait d'avoir créé notre atelier avait

beaucoup joué; ils m'avaient montré ce qu'ils faisaient, j'avais trouvé ça tellement beau; ils m'ont pris en contrat de qualification. Je me suis vraiment vite rendu compte que ce qui comptait c'était le rendement, ils ne donnaient pas envie aux jeunes de travailler, j'ai été vraiment déçue, je ne me suis pas sentie soutenue, c'était toujours "vous n'allez pas assez vite, vous êtes toujours en cours, j'ai l'impression de vous payer pour rien du tout, ça ne va pas". On était payées moins de 3000 F, on faisait des heures sup non payées, on était jeunes, on se donnait à fond. On se serait cru au XIX^e siècle avec un patron paternaliste. Il a licencié, ses meilleurs dessinateurs sont partis d'eux-mêmes et moi j'ai laissé tomber"».

Depuis deux ans Christine est au chômage, elle touche les ASSEDIC. Elle souhaiterait faire une formation dans un centre de textiles et de reliure à Chantilly, mais cette formation coûte 8000F, elle ne sait pas où trouver l'argent, elle ne peut rien demander à ses parents qui ont beaucoup de problèmes : « Ça fait sept ans que je cours après un travail sérieux, et je ne crois plus au discours du genre "oui, rendez-vous compte des problèmes économiques". »

Quand les identités pour soi sont vécues comme étant de plus en plus négatives, les individus vont jusqu'à intérioriser une culpabilité sociale, comme s'ils étaient « en dette » vis-à-vis d'une société qui ne les reconnaît pas (voir encadré « La dette sociale »).

La dette sociale

« Moi j'ai toujours l'impression que tout ce qu'on peut m'apporter, on me le reprend, et après c'est la descente, c'est même trop chez moi. L'année dernière j'ai même dit à Abdel que je ne supportais pas qu'on me donne trop de trucs, je lui disais "tu vas voir, je vais le payer" j'ai toujours l'impression que je vais payer et c'est encore pire. »

Bénédicte, 26 ans.

La répétition d'expériences « négatives » ne permet ni le transfert des compétences individuelles, ni le transfert des compétences collectives des espaces intermédiaires aux marchés du travail. Les jeunes ne comprennent alors pas que leur activité ne produise pas de valeur marchande, du doute sur la capacité collective du groupe s'introduit. Les savoirs s'affaiblissent progressivement, les associations disparaissent. Les individus se trouvent confrontés à la solitude.

Les identités collectives se dissolvent et ne renforcent plus les identités individuelles, elles les altèrent toujours du fait que les jeunes ne peuvent plus investir dans le

groupe. Les compétences prennent une fonction désintégrative c'est-à-dire ne permettent pas aux jeunes d'accéder à un statut professionnel (voir encadré « Affaiblissement des identités collectives »).

Ils perdent alors confiance en leur propre capacité à développer des coopérations avec des acteurs institutionnels. Les compétences collectives, quand elles ne sont pas validées, peuvent même s'inverser jusqu'à devenir parfois stigmatisantes pour les individus et les groupes.

Affaiblissement des identités collectives

« - A une époque on se lançait dans des projets, tête baissée comme ça.

- Parce qu'on avait de l'espoir, je dirai qu'après ça se retourne, ça ne revient pas, ça ne revient pas et au contraire.

- Oui, on ne ramasse pas les fruits.

- On dirait que toute notre action passée, c'est un handicap maintenant.

- On avait creusé un trou, ça avait fonctionné et personne ne suit derrière, au contraire on essaie de nous couper l'herbe sous les pieds et de prendre la place. Notre expérience, c'est une suite de déceptions.

- Je disais avec Pedro l'autre jour qui me disait "Vincent, je te défends", nous on existe grâce à vous, fais des projets, on va essayer d'y arriver. Et moi j'ai dit "Moi, je n'ai plus de courage, je n'ai plus le temps". »

Vincent et Jean-Pierre, 33 ans.

Solitude

« J'avais trouvé un travail dans un hôpital de gériatrie comme lingère pendant trois mois, c'était un contrat à durée déterminée, alors une fois que c'est terminé, c'est terminé et le directeur me dit "je te donne trois mois pour trouver un travail, autrement c'est dehors". Je n'ai pas eu de chance, je n'ai pas trouvé, il m'a mis dehors un premier janvier, et là ça a été le choc total, j'ai paniqué complet et je me suis dit « qu'est-ce que je vais faire », je ne connaissais personne, ça faisait à peine un an que j'étais là. Je lui ai carrément dit "C'est comme si vous m'envoyez sur le trottoir". J'avais droit aux ASSEDIC, je ne

pouvais même pas les toucher, j'étais dehors, je n'avais pas d'adresse ; alors ça a fait ni une ni deux, j'ai posé mes affaires un soir dans un coin de l'hôpital et j'ai dormi, j'attendais le soir qu'il se tire, je dormais en cachette, et je ressortais le matin avant qu'il arrive. Mais il y a eu des soirs où j'ai été obligée de dormir dehors, des galères comme ça. Au bout d'un moment j'ai trouvé une allée vide, j'y ai mis mon nom sur la boîte aux lettres vide, je l'ai cassée, le l'ai forcée pour pouvoir prendre le courrier, c'était mon adresse au moins je pouvais toucher mes ASSEDIC et à la fin du mois quand j'avais un peu de sous, je me prenais une chambre d'hôtel. »

Frédérique, 26 ans.

L'évolution de compétences collectives et individuelles en compétences désintégratives rend compte alors d'un processus de désaffiliation sociale. Ce processus, selon les cas, participe à un écart plus ou moins fort entre les identités objectives et les identités pour soi de jeunes qui n'avaient jamais été aussi prêts de se socialiser professionnellement. Mais le processus de désaffiliation sociale peut, à tout moment, se retourner en processus d'affiliation, il n'est jamais irréversible, même quand la souffrance est très forte.

TRAVAIL, ACTIVITÉS ET ENGAGEMENT SOCIAL

La problématique des espaces intermédiaires nous contraint alors à admettre la légitimité d'une économie plurielle. On rentre dans une société de pluriactivité où l'individu apparaît évolutif, au lieu de se développer de la jeunesse à la vieillesse en passant par la maturité. A la valeur hégémonique du travail succèdent des temps sociaux multiples (Gauillier, 1995).

Les espaces intermédiaires posent bien la question suivante : l'intégration sociale par le travail salarié est-elle la seule forme d'engagement social pour les jeunes ? C'est une façon d'interroger aussi la centralité du travail dans la vie sociale.

Tout dépend comment on définit le travail et comment on pense l'intégration sociale. Gorz (1988), en considérant que « *le travail n'était plus le principal ciment social, ni le principal facteur de socialisation* », Barel (1990) en développant la thèse selon laquelle le travail comme grand intégrateur était en crise, se référaient au travail salarié comme référent central. Or, si on réduit le travail à la forme historique particulière qu'il a pris dans les sociétés industrielles depuis le dix-neuvième siècle, on constate effectivement une perte de la centralité du travail. Mais la forme salariée n'est qu'un moment de la longue histoire du travail (Supiot, 1994). Le rapport salarial ne peut donc être réduit au rapport salarial « fordiste » fondé sur une ferme séparation entre ceux qui travaillent effectivement et régulièrement et les inactifs ou les semi-inactifs : le rapport salarial peut prendre des configurations différentes (Castel, 1995).

Alors, si on pense ensemble les différentes faces du travail, comme par exemple le travail salarié et le travail précaire, voire le travail au noir, on voit que le travail, notamment pour les jeunes, reste un mode de construction identitaire fort inscrit dans un processus

de socialisation non linéaire et jamais complètement achevé.

Cette perspective permet alors de casser l'opposition travail marchand/travail non-marchand, travail productif/travail improductif pour dépasser des situations d'activité ou d'inactivité et voir un *continuum* qui va des formes de travail les moins légitimées aux plus légitimées. Mais on est conduit à revenir sur la façon dont se construisent les modes de légitimation, de hiérarchisation sociale de certaines formes de travail par rapport à d'autres.

Si la centralité du travail est alors une fausse question (Dubar, 1993), le sens du travail en est peut-être une « vraie » quand on observe que le travail salarié, économiquement qualifié reste pourvoyeur d'identité sociale mais qu'il n'est plus le seul domaine de l'engagement social : « on » travaille aussi, notamment les jeunes, dans les secteurs culturel, associatif, humanitaire... (Ion, 1994).

La question de l'engagement social des jeunes se pose avec acuité, d'autant qu'il apparaît protéiforme, fluctuant selon les moments, les situations, les lieux dans lesquels les jeunes se trouvent.

En effet, l'écart entre les aspirations des jeunes et les chances qui leur sont offertes sur le marché du travail n'a cessé de se creuser, et le type d'emploi proposé aux jeunes ne répond pas toujours à ce qui est et semble ajusté à leur formation. Ils peuvent alors « compenser » provisoirement un manque de reconnaissance sociale par une reconnaissance par les pairs ou par un collectif dans un cadre autre que celui de l'activité professionnelle.

Mais quand les jeunes acceptent un travail dans lequel ils ne se sentent ni considérés, ni qualifiés socialement, leur engagement paraît fragile, susceptible de se retourner en désengagement à la moindre désillusion, au moindre conflit. Quand ils ont vécu des expériences de travail successives où ils ont eu le sentiment de ne jamais être reconnus socialement, le désengagement peut évoluer en révolte, en haine, et pas seulement chez les jeunes faiblement diplômés, le plus souvent victimes de formes de relégation sociale.

Quel que soit le travail qu'ils font, les jeunes ne cessent d'osciller entre engagement et mise à distance de l'activité. Mais quand il se sentent reconnus et qu'ils ont le sentiment de faire un travail qualifié socialement, ils n'hésitent pas à s'investir. Cependant la menace de la non-titularisation à la fin d'une période

d'essai, ou du licenciement économique plane aujourd'hui sur les jeunes qui intègrent l'entreprise, et les freine souvent dans leur façon de vivre le travail et de s'y engager.

* *
*

Les espaces intermédiaires contiennent une diversité de formes d'échanges, marchands ou non, officiels ou non, qui se chevauchent et se brouillent. Ils mettent à jour les continuités et les discontinuités entre des formes économiquement qualifiées et des formes non-qualifiées. Ils montrent comment des formes économiques se combinent et se côtoient : une forme réglée par le travail, une forme réglée par le social, une forme réglée par la débrouille (Joubert, 1996) liée à des sociabilités spécifiques (Wacquant, 1996).

L'approche des espaces intermédiaires permet de reconnaître d'autres mondes sociaux où le travail est

pensé autrement que dans une logique de productivité et de rationalité économique; on établit une relation d'équivalence entre des mondes de la « petite production » qui se développent autour du travail précaire et des mondes de la « grande production » sachant qu'entre ces mondes sociaux les frontières peuvent être tantôt perméables, tantôt imperméables. On accepte complètement la diversité et l'hétérogénéité des situations économiques et l'existence de plusieurs mondes possibles de production.

Mais la question de la visibilité et de la légitimité de certains mondes par rapport à d'autres reste posée. C'est un enjeu politique et économique fort. La question qui se pose est bien celle de l'attitude de notre société face aux situations de désaffiliation sociale et des réponses qu'elle souhaite y apporter.

Laurence Roulleau-Berger
LEST-CNRS

Bibliographie

Barel Y. (1990), « Le Grand Intégrateur », *Connexions*, n° 56.

Baudelot C., Establet R. (1989), *Le niveau monte*, Paris, Seuil.

Bourdieu P. avec Wacquant L.J.D. (1992), *Réponses*, Paris, Seuil.

Castel R. (1992), « De l'indigence à l'exclusion : la désaffiliation », dans *Face à l'exclusion*, sous la direction de Donzelot, Paris, Esprit.

Castel R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.

Dubar C. (1992), Formes identitaires et socialisation professionnelle, *Revue française de sociologie*, oct.-déc., XXXIII-4.

Dubar C. (1993), « Le travail, lieu et enjeu de construction identitaire », *Projet*, n° 236, 1993/4.

Dubé F. (1995), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.

Elster J. (1985), *The multiple self*, Cambridge, University Press.

Gaullier X. (1995), « Pluriactivité à tout âge », *Esprit*, décembre 1995.

Goffman E. (1975), *Stigmates. Les usages sociaux des handicapés*, Paris, Minuit.

Gorz A., (1988), *Métamorphoses du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique*, Paris, Galilée.

Hughes E.C. (1958), *Men and their work*, Connecticut, The Free Press.

Ion J. (1994), « L'évolution des modes d'engagement dans l'espace public », in *L'engagement politique, déclin ou mutation*, Paris, FNSP.

Laé J.F., Madec A., Joubert M., Murard N. (1996), « Economie de l'enclave », in *Réseaux productifs et territoires urbains*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.

Méron M., Minni C. (1995), « Des études à l'emploi : plus tard et plus difficilement qu'il y a vingt ans », *Economie et statistiques*, n° 283-294, 3/4, 1995.

Nicole-Drancourt C. (1991), *Le labyrinthe de l'insertion*, La documentation française éd., Paris.

Nicole-Drancourt C., Roulleau-Berger L. (1995), *L'insertion sociale des jeunes en France*, Paris, PUF.

Roulleau-Berger L. (1991, réédité en 1993), *La Ville-Intervalle. Jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens Klincksieck.

Roulleau-Berger L., (1993), « La construction sociale des espaces intermédiaires : jeunes en emploi précaire face aux politiques sociales », *Sociétés contemporaines*, n° 14/15.

Roulleau-Berger L. (1994), « Ordres et désordres locaux : des politiques d'insertion aux espaces intermédiaires », *Revue française de science politique*, n° 5, octobre.

Roulleau-Berger L. (1995), « Expériences et compétences des jeunes dans les espaces intermédiaires », *Revue lien social et politiques*, n° 34, automne 1995.

Supiot A. (1994), *Critique du droit du travail*, Paris, PUF.

Verdier E.(1995), « Politiques de formation des jeunes et marché du travail dans les années quatre-vingt », *Formation Emploi*, n° 50, avril-juin 1995.

Wacquant L.J.D. (1996), « Un mariage dans le ghetto », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 116, juin 1996.

Werquin P. (1996), « De l'école à l'emploi : les parcours précaires », in *L'exclusion : état des savoirs*, Paris, La découverte.

T RAVAIL ET EMPLOI

A PARAÎTRE
EN AVRIL 1997

DOSSIER : _____

ÉLÉMENTS SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DES ORGANISATIONS
PATRONALES ET SYNDICALES

Représentation patronale et représentativité des organisations
patronales, *par Jean Bunel.*

La fédération CGT de la métallurgie depuis 1945, audience et
organisation, *par Dominique Labbé, Laurent Olivier.*

N° 70
1/97

ÉTUDES _____

L'impact des conventions de branche sur les salaires, *par Domini-
que Meurs, Ali Skali.*

L'impact du commerce extérieur sur le marché du travail, un débat
renouvelé, *par Olivier Cortes, Sébastien Jean.*

Commerce international, emploi et productivité, *par Olivier Cortes,
Sébastien Jean.*

EN BREF _____

Les politiques d'insertion dans l'emploi des publics en difficulté :
définir, repérer, évaluer, *par Christine Abrossimov.*



Ministère du travail
et des affaires sociales
Direction de l'animation
de la recherche,
des études et des statistiques



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à **Travail et Emploi**

Prix de vente au numéro : 92 F.

Tarif au 1^{er} mars 1997

France : 320 F.

Étranger CE : 345 F

Étranger hors CE : 365 F.

Ci-joint mon règlement par chèque postal ou bancaire à l'ordre de :

Agent Comptable de la Documentation Française-Diffusion

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____

Bulletin à retourner à :

Documentation Française-Diffusion, 124, rue Henri Barbusse - 93308 Aubervilliers.